

PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Ile-de-France

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 25 FEV. 2013

Référence : F13-0419

INSTALLATIONS CLASSEES

Objet :

Demande de renouvellement d'agrément pour le
stockage, la dépollution et le démontage des véhicules
hors d'usage (VHU)

Rapport de présentation au CODERST

Société concernée :

Société Nouvelle Barthaïre-Laffaire (S.N.B.L.)
66 Avenue du gendarme Castermant
77500 CHELLES

Commune concernée :

CHELLES

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courrier du 06 juin 2012, la Société S.N.B.L. a sollicité le renouvellement d'agrément pour l'exploitation, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune de CHELLES, d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

Par courriers des 24 janvier et 14 février 2013, cette Société a complété le renouvellement d'agrément mentionné ci-dessus.



Certificat A160
Champ de certification
disponible sur demande

Tél : 01 64 10 53 53 - fax : 01 64 41 61 99
14, rue de l'Alumina 77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX

I. CADRE REGLEMENTAIRE

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, tout détenteur de véhicules hors d'usage doit remettre ceux-ci qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162 dudit Code.

L'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage précise les conditions d'agrément et les obligations des installations agréées.

Les exploitants des centres VHU sont agréés pour une durée maximale de six ans renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel).

La demande d'agrément doit être déposée sur la base d'un dossier de demande présentant l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 mentionné ci-dessus. Ce dossier doit comprendre les pièces suivantes :

- si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom, domicile ; s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande,
- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans le présent arrêté et les moyens mis en œuvre à cette fin,
- pour les installations existantes, en sus des éléments figurants à l'article R. 515-37 du Code de l'environnement :
 - les références de l'arrêté préfectoral pris, le cas échéant, au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
 - le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité, pour un des référentiels suivants :
 - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001,
 - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT,
 - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification,
 - la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté,
 - la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I.

II. SITUATION ADMINISTRATIVE DE LA SOCIÉTÉ S.N.B.L.

La Société S.N.B.L., sise 66 avenue du Gendarme Castermant à CHELLES est autorisée, par arrêté préfectoral n° 89 DAE 2 IC 069 du 05 avril 1989 à poursuivre l'exploitation d'un chantier de récupération de ferrailles situé aux 66 et 185 avenue du Gendarme Castermant à Chelles.

Par ailleurs, la Société S.N.B.L. a été agréée, pour une durée de 6 ans, au sein de l'établissement précité, pour le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage par arrêté préfectoral n° 06 DAIDD 1 IC 270 du 27 novembre 2006.

III. DOSSIER PRESENTE PAR LA SOCIETE S.N.B.L

III.1. Rappel

L'arrêté ministériel du 02 mai 2012 (parution au journal officiel du 10 mai suivant) relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage a abrogé à compter du 1^{er} juillet 2012 les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

L'arrêté ministériel du 02 mai 2012 mentionné ci-dessus précise les conditions d'agrément et les prescriptions applicables aux installations avec comme objectif essentiel d'atteindre des taux de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation minimaux.

Dans le cadre de la demande de renouvellement de son agrément n° 77 PR 000016 D et au regard des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012, M. le Préfet de Seine-et-Marne a :

- demandé à la Société S.B.N.L la transmission un dossier complémentaire démontrant qu'elle sera en mesure de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 dès la délivrance de son nouvel agrément,
- informé la Société S.B.N.L que, dans le cadre de cette demande de compléments, la durée de validité de son agrément était prorogée automatiquement pour une durée de trois mois, à savoir jusqu'au 27 février 2013.

III.2. Demande d'agrément centre VHU

La Société S.B.N.L a sollicité, par courrier du 06 juin 2012, le renouvellement d'agrément pour l'exploitation, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune de CHELLES, d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

Ce dossier a fait l'objet les 24 janvier et 14 février 2013 de compléments relatifs :

- à l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges (annexe I) mentionnées dans l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 et les moyens mis en œuvre à cette fin,
- à la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté ministériel précité,
- à la transmission du dernier audit de conformité de l'installation aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 1989 et aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005, audit réalisé par la Société EURO-QUALITE SYSTEM France et ayant débouché sur la délivrance de l'attestation de conformité en date du 29 mars 2012.

Le dossier complété présenté par la Société S.B.N.L est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012.

Toutes les opérations de dépollution, de démontage, de manutention et de stockage sont effectuées sur des aires étanches reliées à un débordeur-déshuileur avant rejet dans le réseau communal.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (huiles, liquides de refroidissement, fluides de circuits d'air conditionné....) sont entreposés dans des réservoirs appropriés.

Les véhicules hors d'usage seront remis à des broyeurs agréés.

IV. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le dossier complété présenté par la Société S.N.B.L est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012.

L'attestation de conformité, délivrée le 29 mars 2012 par la Société EURO-QUALITE SYSTEM, n'appelle pas d'observation de notre part.

Aussi, nous considérons que la demande présentée par la Société S.N.B.L est acceptable.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport mentionne les prescriptions à observer pour prévenir, supprimer et/ou réduire les inconvénients liés à l'activité de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

V. CONCLUSION – PROPOSITION

Compte tenu des éléments indiqués ci-dessus, et en application des articles R.512-31, R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement, nous proposons à Mme le Préfète de Seine-et-Marne de soumettre à l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport et proposant de délivrer à la Société S.N.B.L l'agrément pour l'activité de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage qu'elle souhaite exercer sur le territoire de la commune de CHELLES, et ce pour une durée de six ans.

Rédacteur L'inspecteur des installations	Vérificateur L'inspecteur des installations	Approbateur Pour le Directeur et par délégation, unité territoriale
---------------------------------------------	------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------